

Jour de colère à Accord Majeur

Les organisations membres d'Accord Majeur avaient souhaité cette année « Revendiquer le service public » dans un contexte déjà en crise.

Las, le ministère de la Culture a choisi ce moment pour annoncer de nouvelles coupes budgétaires dans un secteur déjà au bord de l'effondrement.

C'est pourquoi nous avons décidé de marquer fortement la rupture de confiance désormais consommée avec le Gouvernement en nous retirant lors de la prise de parole du représentant de la ministre, celle-ci n'ayant même pas daigné nous faire l'honneur de sa présence, si tant est que le ministère de la Culture soit encore en mesure de porter un projet politique.

Alors que nombre des équipes, ensembles et collectifs indépendants, festivals, scènes pluridisciplinaires, opéras et orchestres qui font vivre au quotidien les musiques de patrimoine et de création sont déjà exsangues après plusieurs années de réduction des moyens, les coupes brutales opérées dès le printemps 2026 et les nouvelles coupes annoncées ce mois de juillet sonnent le glas de la politique culturelle de notre pays.

Cette politique n'est plus aujourd'hui conduite au ministère de la Culture, mais décidée dans les arcanes de Matignon ou de l'Élysée au prétexte d'économies budgétaires alors même que la Culture ne pèse même pas 1% du budget de l'État et sans par ailleurs assumer des arbitrages politiques parfois coûteux comme le pass Culture.

Les nouvelles coupes annoncées vont déstructurer un écosystème où tous les acteurs sont interdépendants et ne feront qu'aggraver la situation de tous, au détriment *in fine* de nos concitoyens.

Prenant acte de cette nouvelle situation, nous réitérons ici les demandes que nous avons formulé avec nos collègues des autres champs de la création artistique auprès du Président de la République, à savoir :

- Un moratoire sur les coupes budgétaires qui détruisent le maillage culturel de notre pays
- La mise en place dès que possible d'une commission interministérielle chargée de construire une nouvelle politique culturelle en concertation avec les collectivités territoriales et les représentants de nos professions
- Le refinancement de cette nouvelle politique pour que notre pays puisse porter une véritable ambition au service d'une souveraineté culturelle réaffirmée

Le temps est venu de faire de vrais choix politiques pour assurer la vitalité démocratique, la cohésion sociale et de la capacité de notre société à imaginer son avenir.